



**COMMUNE DE PEIPIN**

## **Cahier des Clauses Administratives Particulières**

### **Marché public de prestations intellectuelles**

Marché passé selon la procédure adaptée - articles 27 et 77 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics

## **OBJET DE L'ÉTUDE :**

**Révision générale du Plan Local d'Urbanisme**

Date et heure limites de remise des offres : **vendredi 21 septembre 2018 à 12h00**

### **Maîtrise d'ouvrage**

Commune de Peipin

M. le Maire

04 200 PEIPIN

Tél. 04 92 62 44 17

[mairie@peipin.fr](mailto:mairie@peipin.fr)

# SOMMAIRE

ARTICLE 1 . OBJET DE LA CONSULTATION.....	3
ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	3
ARTICLE 3. CANDIDATS.....	3
ARTICLE 4. DURÉE DE L'ÉTUDE.....	3
ARTICLE 5. PRIX.....	3
ARTICLE 6. AVANCE.....	3
ARTICLE 7. PAIEMENT.....	4
ARTICLE 8. DROIT DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	5
ARTICLE 9. RÉSILIATION DU MARCHE.....	5
ARTICLE 10. ASSURANCES.....	5

Le présent marché est passé selon la procédure adaptée - articles 27 et 77 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

## **ARTICLE 1 . OBJET DE LA CONSULTATION**

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent : **révision générale du Plan Local d'Urbanisme.**

**Lieu d'exécution** : Commune de Peipin

## **ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

- L'Acte d'Engagement (A.E.) et son annexe financière : DPGF
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)

Le CCAG-PI constitue les pièces générales du marché, il n'est pas joint au présent contrat car il est censé être connu de tous.

## **ARTICLE 3. CANDIDATS**

Le mandataire devra être un urbaniste accompagné d'une équipe pluridisciplinaire dont la composition est décrite à l'article 1 du règlement de consultation.

## **ARTICLE 4. DURÉE DE L'ÉTUDE**

Le bureau d'études devra préciser le délai de d'exécution et décliner le délai de réalisation de chaque phase.

## **ARTICLE 5. PRIX**

### **5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués**

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Le bureau d'études détaillera dans son offre le nombre de jours consacrés aux différentes phases d'étude. Il précisera notamment les coûts journaliers et le temps consacré aux études et aux réunions.

### **5.2 - Mois d'établissement des prix du marché**

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède celui de la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

## **ARTICLE 6. AVANCE**

### **6.1 - Avance**

#### **6.1.1 - Conditions de versement et de remboursement**

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € ht et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

**Nota :** Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées à l'article 110 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics..

#### 6.1.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

## **ARTICLE 7. PAIEMENT**

### 7.1 - Acomptes ou factures

Les acomptes et le solde du marché seront versés au titulaire en fonction de l'état d'avancement de l'étude dans les conditions des articles 12 et 12bis du C.C.A.G.-P.I.

Le paiement sera effectué à la remise des documents suivants :

- ♦ 30 % à la remise du diagnostic (remise d'un document rédigé à l'issue de la réunion publique prévue en phase 1)
  - ♦ 20 % à la remise du projet de PADD et d'orientations particulières (remise d'un document rédigé à l'issue de la réunion publique prévue en phase 2)
  - ♦ 30 % à la remise du dossier de PLU à arrêter par le CM
  - ♦ 20 % à la remise du dossier de PLU à approuver par le CM
- 
- En cas de cotraitance : La signature de la facture ou autres demandes de paiement par le mandataire vaut, pour celui-ci (si groupement d'entreprises conjointes) ou pour chaque cotraitant solidaire (si groupement d'entreprises solidaires), acceptation du montant de la facture ou des autres demandes de paiement à lui payer directement.
  - En cas de sous-traitance :
    - ♦ Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.
    - ♦ Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.

- ♦ Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
- ♦ Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.
- ♦ Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.
- ♦ Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.
- ♦ Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.
- ♦ En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

## 7.2 - Mode de règlement

Les sommes dues au(x) titulaire(s), seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

En cas de dépassement de ce délai contractuel, le taux des intérêts moratoires applicable est le taux de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir.

Le taux des intérêts moratoires sera celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires auront commencé à courir.

## **ARTICLE 8. DROIT DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

L'option retenue concernant l'utilisation des résultats et précisant les droits respectifs du pouvoir adjudicateur et du titulaire est l'option A telle que définie à l'article 19 du chapitre IV du C.C.A.G.-P.I.

## **ARTICLE 9. RÉSILIATION DU MARCHÉ**

Conformément aux stipulations du chapitre 7 du C.C.A.G.-P.I. (Articles 29 à 36), le maître d'ouvrage peut, à tout moment, qu'il y ait ou non, faute du titulaire, mettre fin à l'exécution des prestations avant l'achèvement de celles-ci.

## **ARTICLE 10. ASSURANCES**

Dans un délai de dix jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil ainsi qu'au titre des responsabilités découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de l'opération.

Date :

Signature du mandataire précédée de la mention  
« Lu et approuvé »